

## Robert Marjolin, Le travail d'une vie: Mémoires (1911-1986)

**Légende:** Dans ses Mémoires, Robert Marjolin explique l'origine des crises successives qui ont secoué la Communauté économique européenne (CEE) au cours des années soixante.

**Source:** MARJOLIN, Robert. Le travail d'une vie, Mémoires (1911-1986). Paris: Robert Laffont, 1986. 445 p. ISBN 2-221-01241-0. (Notre époque).

**Copyright:** (c) Robert Laffont

Tous droits des auteurs des oeuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des oeuvres autre que la consultation dans le cercle familial et/ou privé et la publication dans un but rigoureusement scientifique sont interdites.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/robert\\_marjolin\\_le\\_travail\\_d\\_une\\_vie\\_memoires\\_1911\\_1986-fr-279839c5-a962-422d-8746-0955ef07b022.html](http://www.cvce.eu/obj/robert_marjolin_le_travail_d_une_vie_memoires_1911_1986-fr-279839c5-a962-422d-8746-0955ef07b022.html)

**Date de dernière mise à jour:** 21/10/2012

## Robert Marjolin, *Le travail d'une vie: Mémoires (1911-1986)*

[...]

Le double échec [...], c'est d'abord celui de l'Europe gaulliste, consacré par le refus en 1962 des pays du Bénélux d'accepter l'organisation politique de l'Europe, telle que l'avait proposée le général de Gaulle au milieu de 1960. L'Europe qui en serait sortie eût été une Europe franco-allemande, dont la France aurait été le chef de file et dont l'Angleterre aurait été exclue, au moins aussi longtemps qu'elle aurait représenté, selon les idées gaullistes, une tête de pont des Etats-Unis en Europe, favorisant ainsi les entreprises hégémoniques américaines.

C'est aussi l'échec en 1965 de l'Europe « fédéraliste », aux institutions supranationales. La majorité de la Commission ne réussit pas alors à obtenir des pouvoirs budgétaires importants pour l'Assemblée parlementaire de Strasbourg et pour elle-même. Cette initiative malheureuse fournit également l'occasion au gouvernement français d'abolir en pratique les dispositions du traité de Rome qui prévoyaient, à partir de la troisième étape, c'est-à-dire du 1er janvier 1966, la possibilité pour le Conseil des ministres de prendre à la majorité un certain nombre de décisions importantes.

Pendant ces mêmes années 1962-1967, les problèmes auxquels la Communauté Economique Européenne dut faire face furent infiniment compliqués et leur solution rendue beaucoup plus difficile par le problème de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun. C'est au milieu de 1961 que Londres avait posé officiellement sa candidature ; c'est en janvier 1963 que la France, dans les conditions dont je parlerai plus loin, opposa son veto à l'élargissement envisagé, choquant violemment la plupart de ses partenaires. On peut dire que l'unité morale de la Communauté fut alors brisée pour un temps, avant que les nécessités de la vie commune ne reprissent leurs droits.

Parallèlement aux efforts que faisaient les Six pour achever ce qu'ils avaient entrepris et aux négociations entre eux et l'Angleterre, les Américains faisaient connaître leurs propres idées concernant l'organisation politique et économique du monde occidental. C'est en janvier 1962 que le président Kennedy annonça son Grand Dessein et en mai 1964 que s'ouvrirent à Genève les pourparlers en vue d'un abaissement général et massif des droits de douane à l'échelle de la Communauté atlantique et du monde en général.

A partir de 1961-1962, pendant plusieurs années une série de négociations eurent donc lieu simultanément, en vue de l'achèvement de la Communauté, de la création d'une Europe politique, de l'entrée éventuelle de l'Angleterre dans le Marché Commun, de la réduction générale des droits de douane. Il était inévitable que ces différentes négociations réagissent l'une sur l'autre, de façon positive ou négative selon les cas.

Nous sommes donc en présence, au cours des années soixante, d'un écheveau complexe d'intérêts, d'ambitions, de calculs nationaux, qu'il est souvent difficile de démêler.

[...]